

Convention collective départementale
IDCC : 714. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
(Moselle)
(1^{er} février 1973)

(Etendue par arrêté du 23 avril 1974,
Journal officiel du 15 mai 1974)

ACCORD DU 22 FÉVRIER 2012
RELATIF AUX SALAIRES ET AUX PRIMES POUR L'ANNÉE 2012

NOR : ASET1250508M
IDCC : 714

Entre :

L'UIMM de la Moselle,

D'une part, et

La CFTC métaux de la Moselle ;

La CFE-CGC métallurgie de la Lorraine,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Rémunération annuelle effective garantie (RAEG)

Les montants de la rémunération annuelle effective garantie, établis par coefficient sur la base d'un horaire hebdomadaire de 35 heures, sont fixés de la manière suivante à partir de 2012 :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RAEG
V		395	32 355
	3	365	29 535
	2	335	27 255
	1	305	24 430
IV	3	285	22 835
	2	270	21 330
	1	255	20 560
III	3	240	19 255
	2	225	18 330
	1	215	17 665

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RAEG
II	3	190	17 165
	2	180	16 970
	1	170	16 920
I	3	155	16 900
	2	145	16 880
	1	140	16 860

Article 2

Barème de ressources garanties (BRG)

2.1. La valeur du point servant à calculer le barème de ressources garanties figurant en annexe IV de l'avenant « Mensuels » de la convention collective pour l'industrie du travail des métaux de la Moselle est fixée, sur la base d'un horaire hebdomadaire de 35 heures, à 4,82 € à partir du 1^{er} mai 2012.

2.2. Pour vérifier si le salarié a bénéficié de la prime d'ancienneté, telle qu'elle résulte du barème prévu à l'article 25 de l'avenant « Mensuels » à la convention collective pour l'industrie du travail des métaux de la Moselle, il sera tenu compte, notamment, de la valeur des éventuelles compensations pour réduction d'horaire accordées par l'employeur sur la prime d'ancienneté. La prise en compte dans l'assiette de comparaison de la prime d'ancienneté, des éventuelles compensations pour réduction d'horaire portant sur la prime d'ancienneté pourra s'effectuer même lorsque ces compensations ont été intégrées au salaire de base. Dans ce cas, la valeur de ces compensations sera communiquée au salarié, à sa demande.

Article 3

Prime de vacances

Le montant de la prime de vacances définie à l'article 28 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective est porté à 540 € en 2012 pour un salarié ayant un congé complet de 30 jours.

Le décompte de cette prime est fait à raison de 18 € par jour ouvrable de congé principal.

Article 4

Petits déplacements des ouvriers monteurs

L'indemnité journalière de petit déplacement des ouvriers monteurs prévue par l'article 4, annexe II, de l'avenant « Mensuels » de la convention collective est portée à 10,65 € à compter du 1^{er} mai 2012 pour tout déplacement effectué dans un rayon de 20 km.

L'indemnité journalière réduite pour le cas où l'employeur offre la possibilité de transport gratuit est portée à 6,70 € à compter du 1^{er} mai 2012.

L'indemnité kilométrique pour les distances supérieures à 20 km est maintenue à 0,22 €.

Article 5

Clause de revoyure

En cas d'augmentation exceptionnelle du taux horaire du Smic avant le mois d'août 2012, une réunion paritaire de négociation extraordinaire portant sur les montants de la rémunération annuelle effective garantie (RAEG) sera organisée dans les deux mois qui suivront cette augmentation.

Article 6

Révision

Le présent accord pourra être révisé, à tout moment, pendant la période d'application par accord entre les parties.

Toute modification fera l'objet d'un avenant dans les conditions et délais prévus par la loi.

Article 7

Dépôt

Le présent accord a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et L. 2231-7 du même code.

Fait à Metz, le 22 février 2012.

(Suivent les signatures.)